

IRAM

Fonds documentaire numérisé

Auteur : MARTY, André

Titre : Quatrième partie et Conclusion, In *Une approche de la classification sociale en milieu rural sahélien*, brochure n°50, pp. 58-84

Editeur : AMIRA, Paris

Date : 1986

IV. LA DIFFERENCIATION ELABOREE

"Tout classement est supérieur au chaos... car le classement, même hétéroclite et arbitraire, sauvegarde la richesse et la diversité de l'inventaire ; en décidant qu'il faut tenir compte de tout, il facilite la constitution d'une "mémoire".¹

Ce rappel de C. LEVI-STRAUSS vise toutes les espèces de classement. Il définit particulièrement le type de classification que nous visons présentement lequel doit précisément "tenir compte de tout" le mouvement social dans une société donnée.

Après les éclairages successifs et complémentaires de l'anthropo-linguistique, de l'histoire et des pratiques actuelles, le moment est venu de proposer une classification capable de rendre compte au mieux du devenir social et des rapports sociaux qui le constituent.

Mais avant d'en arriver là, il convient, dans un premier temps, de s'attarder quelque peu sur les principes qui paraissent devoir présider à l'élaboration d'un tel classement.

A) AUTOUR DES PRINCIPES DE LA CLASSIFICATION

Classer? Oui. Mais de quel classement s'agit-il? Nous mesurons mieux à présent combien un même ensemble social peut être fractionné de manières différentes en fonction des intérêts, des connaissances et des préoccupations des opérateurs de classement. Au stade où nous sommes, nous ne devons plus être dupes et croire pouvoir réaliser une classification parée de toutes les vertus de l'objectivité. L'important est seulement d'explicitier les objectifs que nous poursuivons et les outils conceptuels que nous comptons employer pour y parvenir. De la sorte, nous allons nous interroger successivement sur le type de classement envisagé et les critères de différenciation à retenir.

1) LEVI-STRAUSS C. La pensée sauvage. Paris. Plon. 1962.
pp. 24-25.

1) Quelle classification?

Pour ceux qui s'intéressent à l'évolution actuelle d'une société particulière, ce qui importe du point de vue sociologique c'est d'appréhender au mieux l'aspect différencié des forces sociales qui la composent : un remodelage des relations entre les individus et les groupes est en permanence actif même si la vitesse de transformation est plus ou moins rapide. Des stratégies multiples, bien connues ou au contraire inédites, de lutte contre le déclassement, pour un reclassement, pour des reconversions, etc... ne cessent de se déployer. Et pour cela les modalités pratiques peuvent figurer en nombre infini depuis les réinterprétations historiques voire généalogiques jusqu'aux alliances hétéroclites avec les forces extérieures-lesquelles ne manquent pas de jouer un rôle souvent décisif dans la recomposition ininterrompue du paysage social- en passant par le refus ou l'acceptation de mutations technologiques, foncières, intellectuelles, etc...

Si on a l'intention d'appréhender ce devenir, il importe donc de situer les réactions variées se produisant à l'occasion de ces mouvements d'origine endogène ou /et exogène et de faire apparaître les réponses apportées à la crise -laquelle révèle mais aussi provoque la recherche d'issues diversifiées et porteuses, immédiatement ou à terme, soit d'avenir soit de déclin.¹

Une telle démarche, n'en doutons pas, représente un véritable défi, une contradiction à assumer. D'un côté, on veut rendre compte de la richesse d'une réalité mouvante et complexe, traversée de dynamiques diverses et, d'un autre, on sait que les classements (peu importe qu'ils relèvent du langage courant ou du travail scientifique) ont tendance à figer la situation, à la pétrifier. Si on reconnaît l'existence d'un tel processus de structurations d'homogénéités plus ou moins durables, il faudrait que l'activité classante s'accom-

1) Cf. E. MORIN op. cit. P. 150 : "Le caractère incertain et le caractère ambigu de la crise font que son issue est incertaine. Comme la crise voit le surgissement conjoint des forces de désintégration et de régénération (de "mort" et de "vie"), comme elle met en oeuvre des processus "sains" (la recherche, la stratégie, l'invention) et "pathologiques" (le mythe, la magie, le rite), comme à la fois elle éveille et endort, la crise peut avoir une issue régressive ou progressive)".

pagne du labeur nécessaire pour identifier les catégories instituées mais aussi les tendances souterraines, instituan-tes, qui rendent le classement lui-même provisoire. C'est donc demander de monter une sorte de photographie du paysage social à un moment précis du temps et en même temps de pres- sentir les changements qui rendront cette photo bientôt désuète et dépassée. Un classement ne peut donc avoir qu'une vali- dité provisoire, de transit : il n'en est pas moins utile pour exprimer le mouvement social, pour situer les étages, les orientations opposées, les articulations centripètes ou cen- trifuges, pour mesurer le degré d'étanchéité des strates repérées (avec possibilité ou non de passer de l'une à l'autre), pour interpréter, en un mot, un ensemble complexe, vivant et puissamment inégalitaire.

"On ne peut rendre raison, écrit P. BOURDIEU, de manière à la fois unitaire et spécifique de l'infinie diversité des prati- ques qu'à condition de rompre avec la pensée linéaire, qui ne connaît que les structures d'ordre simples de la détermina- tion directe, pour s'appliquer à reconstruire les réseaux de relations enchevêtrées, qui sont présents dans chacun des facteurs. La causalité structurelle d'un réseau de facteurs est tout à fait irréductible à l'efficacité cumulée de l'en- semble des relations linéaires de force explicative différen- te que les nécessités de l'analyse obligent à isoler, celles qui s'établissent entre les différents facteurs pris un à un et la pratique considérée".¹

La classification recherchée n'est pas donnée comme telle, elle demande à être construite. Le même auteur définit la classe construite de la manière suivante : non pas "par une propriété (s'agirait-il de la plus déterminante...) ni par une somme de propriétés (propriétés de sexe, d'âge, d'origine sociale ou ethnique..., de revenus, de niveau d'instruction, etc...). ni davantage par une chaîne de propriétés, toutes or- données à partir d'une propriété fondamentale (la position dans les rapports de production) dans une relation de cause

1) BOURDIEU P. La distinction. op. cit. P. 119.

à effet, de conditionnant à conditionné, mais par la structure des relations entre toutes les propriétés pertinentes qui confère à chacune d'elles et aux effets qu'elle exerce sur les pratiques, leur valeur propre. Construire... des classes aussi homogènes que possible sous le rapport des déterminants fondamentaux des conditions matérielles d'existence et des conditionnements qu'elles imposent, c'est donc prendre en compte consciemment, dans la construction même de ces classes, et dans l'interprétation des variations selon ces classes de la distribution des propriétés et des pratiques, le réseau des caractéristiques secondaires que l'on manipule de manière plus ou moins inconsciente toutes les fois que l'on a recours à des classes construites sur la base d'un critère unique".¹

Ces citations ont le mérite de nous aider à "tenir compte de tout" ce qui est essentiel à la définition d'une classification sociale apte à rendre raison du devenir. Sur une telle base, nous pouvons à présent préciser l'articulation des variables ou des critères à retenir.

2) Quels facteurs de différenciation?

Suite à tout ce qui a été écrit précédemment, on ne peut pas se contenter d'un critère unique mais on ne peut pas non plus reconnaître la même importance à l'ensemble des facteurs à retenir. Il faut penser aussi leur articulation. Autrement dit, on peut concevoir les divers facteurs concernés comme formant ensemble un système différenciateur à l'intérieur duquel jouent des sous-systèmes. Personnellement, j'en distingue trois :

- un sous-système très fortement concentré de critères de nature économique et politique qui est la base ou, si on préfère, qui représente le noyau du système différenciateur.

- un sous-système de critères qui étant de natures plus dispersées en matière de différenciation que les premiers n'en exercent pas moins des effets différenciateurs à la fois spécifiques et complémentaires des premiers.

1) Idem P. 117-118.

- Un sous-système de logiques de fonctionnement et de reproduction différentes, voire même opposées, qui exercent des flux de décomposition-recomposition auprès des catégories distinguées par les deux premiers sous-systèmes.

L'ensemble forme donc un système articulé de critères et de logiques de différenciation sociale.

a) Le premier sous-système.

Il s'agit des variables qui permettent de définir la position occupée au sein des rapports politiques et économiques. Ce point a déjà été évoqué au chapitre 2. L'histoire a montré en effet le caractère discriminant des rapports des individus ou des groupes aux formes du pouvoir (étatique, traditionnel, religieux, etc...) et aux structures de la production et des échanges.

C'est le degré de jonction de ces critères qui permet précisément de situer la place de chacun dans l'édifice social. On ne peut pas, à mon avis, se satisfaire des seuls rapports de production si ceux-ci sont entendus au sens restreint de la production immédiate. Plus exactement on pourrait concevoir ce premier sous-système comme composé de trois types de rapports :

. Les rapports de production au sein de la production immédiate qui expriment le lien entre les producteurs directs et les détenteurs des moyens de production. Il font ressortir les formes sociales de la production.

. Les rapports d'échange qui traduisent la position des individus au sein des formes de circulation (réciproque, tributaire, marchand).

. Les rapports politiques qui traduisent les relations spécifiques entre dirigeants et dirigés.

C'est l'articulation de ces trois séries de rapports qui constitue la base des mécanismes d'exploitation, d'inégalité et de domination. C'est à ce titre qu'elle représente dans notre schéma le noyau central du système de différenciation.

Chacune de ces séries définit d'abord à son niveau des positions plus ou moins élevées. La mise en relation ensuite de ces séries permet de voir s'il y a concordance ou non pour les mêmes groupes ou les mêmes individus dans le positionnement social. Nous avons déjà vu une diversité de cas à ce sujet dont une telle approche permet, me semble-t-il, de rendre compte (le rapport au pouvoir et à la richesse ne coïncident pas toujours).

b) Le deuxième sous-système.

Alors que les variables relevées précédemment font ressortir un système de divisions que par commodité on peut représenter de façon horizontale, fondées sur des rapports d'exploitation, d'inégalité ou de domination de nature économique et politique, celles-ci mettent en valeur d'autres principes de divisions qu'on peut faire figurer de façon verticale et qui viennent enrichir et nuancer les premières. Elles expriment, au départ, dans leur essence, de simples différences mais ces dernières peuvent au cours du processus historique être transformées en autant de lieux d'oppositions voire même d'oppression.¹ Elles peuvent donc elles aussi exprimer, mais de façon seconde ou indirecte, des formes d'exploitation, de domination ou d'inégalité.

Il peut même arriver parfois (dans le système lignager) qu'elles coïncident et se recouvrent avec les premières. Il n'empêche que dans leur principe les deux sous-systèmes expriment des divisions de nature différente.

 1) Cf. G. BALANDIER : "L'origine du système social peut être là. Des différences sont constitutives de relations, tout en restant porteuses de tensions : elles se conjuguent dans la complémentarité (relation positive) et l'opposition (tension), et imposent les moyens permettant de réguler et de maintenir les rapports ainsi établis. Un système se forme : différences → interrelations → complémentarité ou solidarité tensionnelle → régulation et conservation ou maintien. Dans les groupes humains, la première donnée de différence est celle que marque le sexe". Anthropo-logiques. Paris. PUF. 1974 P. 35.

La liste suivante fournit quelques-uns de ces éléments différenciateurs mais elle n'a aucune prétention à l'exhaustivité :

- le sexe
- l'âge
- la lignée (lignages, ethnies, catégories sociales traditionnelles...)
- le mode de vie (sédentaire, nomade)
- la langue (maternelle, autres)
- la résidence (lieu d'habitation, type d'habitat...)
- la croissance démographique (natalité, morbidité...)
- l'éducation (type, niveau)
- etc...

Cette liste reflète une grande dispersion des variables différenciatrices puisque les premières relèvent de l'ordre socio-biologique alors que les suivantes s'insèrent davantage dans le processus historique. Les premières ont la particularité d'être données dès la naissance et s'inscrivent dans le cadre de la parenté ou de la filiation. Ce sont elles (notamment le sexe et l'âge) que les auteurs privilégient car elles ont une portée générale et irréductible. Elles méritent une attention particulière dans le cadre des pratiques de développement.

Écoutons ce que nous dit P. BOURDIEU au sujet de leur articulation avec l'ensemble des autres critères de classification : "Les propriétés de sexe sont aussi indissociables des propriétés de classe que le jaune du citron est inséparable de son acidité : une classe se définit dans ce qu'elle a de plus essentiel par la place et la valeur qu'elle accorde aux deux sexes et à leurs dispositions socialement constituées. C'est ce qui fait qu'il y a autant de manières de réaliser la féminité qu'il y a de classes et de fractions de classe et que la division du travail entre les sexes revêt des formes tout à fait différentes, dans les pratiques comme dans les représentations, au sein des différentes classes sociales.

La vérité d'une classe ou d'une fraction de classe s'ex-prime donc dans sa distribution selon le sexe ou selon l'âge et, plus encore peut-être, parce qu'il s'agit alors de son avenir, dans l'évolution au cours du temps de cette distribution".¹

Les clivages selon le sexe et l'âge devraient ainsi revêtir un intérêt tout à fait particulier dans le cadre de projets qui ont tendance, au sein de sociétés où le discours avec les représentants de l'extérieur est monopolisé par les anciens de sexe masculin, à privilégier le point de vue de ces derniers.

Les catégories sociales identifiées à l'aide du premier sous-système de différenciation doivent donc être croisées avec celles exhibées par le second.

c) Le troisième sous-système.

Des groupes apparemment de statut homogène, placés dans des conditions similaires s'avèrent en mesure d'évoluer différemment. C'est un constat qui a déjà été opéré sur les terres neuves.² C'est aussi le constat que nous avons relevé au chapitre 3 : les agents d'une même catégorie peuvent être amenés à évoluer de façon différente et selon des orientations sensiblement opposées.

L'existence de tensions internes et les pressions d'un environnement lui-même en crise favorisent comme nous l'avons vu l'exacerbation de ces mouvements divergents.

Deux logiques ont ainsi été mises en avant : celle d'un système tributaire relativement actualisé et modernisé qui repose sur différentes formes de prestations à un centre chargé en principe d'assurer la protection et une certaine redistribution. Celle ensuite d'un système marchand qui mise sur le développement de l'argent et des marchandises et à terme sur une accumulation individuelle de capital. Les orientations de base de ces deux logiques sont de nature opposée mais, dans la pratique, nous savons qu'elles passent des compromis entre

1) BOURDIEU P. La distinction. P. 119-120.

2) Ainsi, sur des terres nouvellement aménagées, des gens introduits avec les mêmes moyens au départ sont en mesure, au bout de quelques temps, d'évoluer de façon dissemblable avec des résultats économiques inégaux.

elles lesquels constituent pour le moment l'armature de l'édifice social.

Pour notre caractérisation sociale, cela signifie que chacune des catégories identifiées par le premier et le deuxième système de différenciation est plus ou moins tiraillée entre ces deux logiques ou ces deux façons d'organiser le monde social. Ainsi de nouvelles composantes peuvent surgir à l'intérieur de chacune des catégories précédentes avec des stratégies et des trajectoires différentes.

Nous retrouvons ici cette possibilité de trajectoires collectives ou individuelles en discordance avec la trajectoire du groupe d'origine. Ce phénomène peut expliquer les changements en cours dans la distribution des forces sociales et notamment ces passages d'une catégorie sociale à une autre (dans le cadre des catégories du premier sous-système) dans le sens soit d'un reclassement soit d'un déclassement.

B) UNE CLASSIFICATION OPERATIONNELLE

La présentation de la catégorisation sociale qui va suivre sera une version simplifiée, à caractère opérationnel, du schéma qui vient d'être tracé. En fait, la simplification ne porte que sur le deuxième sous-système différenciateur auprès duquel nous ne retiendrons que les seuls critères de sexe et d'âge jugés les plus généraux et les moins réductibles. Mais il reste bien entendu que les autres critères pourraient, si on le jugeait utile, être retenus et donc croisés avec les éléments différenciés des premier et troisième sous-systèmes.

Il semble plus précisément que la formule simplifiée pourrait avoir une des deux configurations suivantes :

- soit les 8 catégories et leurs sous-composantes où on distingue chaque fois hommes et femmes, jeunes et vieux et où on essaye de repérer le jeu exact des logiques en présence.

- soit on procède en trois temps : on étudie d'abord chacune des 8 catégories et leurs composantes en liaison avec les logiques ; on passe ensuite en revue les catégories des femmes et des jeunes ; on confronte enfin le tout aux logiques.

TABLEAU GENERAL DE LA CLASSIFICATION SOCIALE CONSTRUITE.

	←	→	
	<u>logique tributaire</u>	<u>logique marchande</u>	
1e sous-système			
2e sous-système	<p><u>Sexe</u> Age</p> <p><u>Lignée</u></p> <p>- M - enfants - lignage</p> <p>- F - jeunes - ethnie</p> <p>- anciens - catégorie - nomade (ancienne) (mobile)</p>	<p><u>Mode de vie</u></p> <p>- sédentaire (fixe)</p> <p>- autres</p>	<p><u>Résidence</u></p> <p>- lieu - natalité - type</p> <p>- type - maladies - niveau - mortalité</p>
3e sous-système	<p><u>notables</u> (chefs, responsables, aristocrates, marabouts)</p> <p><u>"nouveaux" riches</u> (résidents ou absentéistes)</p> <p>issus de la fonction publique ou du commerce</p>	<p><u>détenteurs des nouveaux savoir-faire</u></p> <p><u>paysans moyens</u></p> <p><u>paysans pauvres</u> (migrations)</p>	
	<p><u>grands propriétaires traditionnels</u></p> <p><u>"éloignés du Pouvoir"</u></p>	<p><u>travailleurs démunis</u></p> <p><u>semi-salariés</u></p> <p><u>"déclassés"</u></p> <p>parasites, mendiants</p>	

Remarques -A lire de préférence de bas en haut

- Toutes les catégories du 1er s/s sont à croiser avec tous les éléments différenciés des 2e et 3e s/s
- La disposition horizontale des 8 catégories (et parfois de certaines de leurs composantes) est à mettre en relation avec l'insertion principale que chacune occupe dans le champ des logiques (3e s/s).

C'est cette deuxième formule qui sera choisie ici car elle valorise davantage la place des femmes et des jeunes qui ont trop tendance à être négligés au sein des pratiques de projets. Nous allons donc procéder à la présentation analytique de 10 catégories sociales fondées, répétons-le, sur des systèmes différents de critères et de logiques.

- 1) Les catégories du premier sous-système (fondées sur des critères d'ordre politique et économique).

- Les notables : Bien que la richesse ne soit pas indifférente dans les allées du pouvoir, ce n'est pas elle qui définit d'abord cette catégorie ni le mode de faire-valoir¹ mais le fait de détenir des responsabilités ou de participer d'une façon ou d'une autre aux rouages du pouvoir (étatique, traditionnel, religieux...). Les notables sont donc ceux, riches ou pauvres, qui occupent des responsabilités ou sont très proches de ceux qui en détiennent. A ce titre, ils sont les principaux intermédiaires qui, situés au sein de la paysannerie, représentent celle-ci auprès de l'extérieur et notamment auprès des agents de l'Etat.

Les chefs de village (sédentaires) ou de fraction (nomades) constituent l'élément dominant au sein de cette catégorie. Ils sont toujours choisis au sein des mêmes familles aristocratiques (celles-ci peuvent être anciennes mais partout où se créent de nouvelles unités administratives, y compris parmi les groupes des anciens serviteurs, la lignée du premier chef devient généralement le sous-groupe "aristocratique"). Les marabouts du fait de leurs connaissances, de leur influence et de leur prestige sont à ranger également dans la catégorie des notables.

Plus que toutes les autres catégories, celle-ci est traversée par la contradiction entre les logiques en présence. Ce sont les chefs évidemment qui le vivent au plus haut degré. D'une part, ils sont pris entre le besoin impérieux de repro-

 1) Le mode de faire-valoir de leurs propres unités de production est souvent indirect (recours à des dépendants ou à des contractuels). Il peut être aussi direct dans le cadre de la production familiale mais il s'agit alors de notables pauvres.

duire la solidarité de type hiérarchique qui, au sein de leur groupe, leur a permis d'accéder au pouvoir et la tendance, exacerbée par la crise économique, à l'enrichissement personnel (au détriment et sur le dos de la collectivité). D'autre part, nommés aux yeux de la base pour représenter et défendre les intérêts de celle-ci, ils sont très vite pris dans l'engrenage de la collecte des impôts et de la représentation des autorités administratives, devenant ainsi des courroies de transmission de l'ordre étatique et marchand.¹ Ce faisant, ils ne sont plus seulement au service d'une version révisée du vieux système tributaire, ils servent aussi à assurer l'avènement d'un système marchand qui, de par sa logique, émiette, atomise, individualise les rapports sociaux et donc ceux de leurs propres communautés. Ils tendent de la sorte à saper l'asabiya sans laquelle ils n'auraient guère leur raison d'être. Toutefois il est rare que cette logique nouvelle soit exclusive. Dans la plupart des cas, il s'agira plutôt d'une valse-hésitation entre le souci de veiller à une certaine reproduction de la "communauté" et le désir de privilégier les fins privées (sous forme de consommation ou d'accumulation). Cette ambivalence permet de comprendre la diversité des situations concrètes.

- Les "nouveaux riches" : Autochtones ou non, ce n'est pas cela qui distingue les membres de cette catégorie mais le fait d'avoir pu constituer leur richesse, du moins au départ, grâce à des positions personnelles extra-rurales occupées récemment ou encore dans la fonction Publique ou/et le commerce. Leur "accumulation primitive", du point de vue paysan, est donc attribué à un détour, passager ou permanent, par "l'extérieur". C'est certainement la catégorie qui détient le taux le plus élevé dans la vitesse d'enrichissement. Outre leurs connaissances des rouages administratifs et commerciaux, ils manifestent généralement une grande ouverture pour les techniques nouvelles (machinisme...) et recourent fréquemment à de nouveaux systèmes de culture ou de conduite des troupeaux.

1) N'oublions pas que, d'un point de vue historique, l'impôt en argent a été le principal levier du développement des rapports marchands en milieu rural.

Leur nombre est encore très réduit mais leur importance dans l'évolution des technologies et la concentration des moyens de production (terres, bétail...) n'en est que plus significative. Porteurs par excellence de la logique marchande, leur aspiration à jouer un rôle politique local les pousse à freiner quelque peu celle-ci de manière à se constituer les clientèles indispensables (par la voie de la redistribution).

Selon les cas, ils peuvent être propriétaires absentéistes ou non, recourir à la main-d'oeuvre familiale ou à celle de travailleurs contractuels :

- Les grands propriétaires "traditionnels" "éloignés" du pouvoir. Cette catégorie se rencontre surtout en milieu pastoral. La main-d'oeuvre y est essentiellement extra-familiale (dépendants, contractuels). Le plus souvent, il s'agit de groupes, autrefois tributaires et réputés être de véritables professionnels de l'élevage, qui ont su profiter des démantèlements successifs de l'ancienne structure politique pour acquérir une certaine autonomie et se constituer d'immenses troupeaux. Ayant bénéficié de la rupture des anciens prélèvements, leur principal souci est de gérer au mieux leurs troupeaux de façon à ce qu'ils s'accroissent sans cesse, l'accumulation en têtes de bétail devenant le principal but de la production. Ce dernier entraîne une grande méfiance vis-à-vis des circuits du pouvoir et du marché, l'idéal étant précisément de n'entretenir avec les autorités que les rapports strictement indispensables et de ne vendre que dans la perspective d'une reproduction élargie du troupeau, afin d'éviter tout gaspillage du patrimoine acquis.¹

Située quelque peu en retrait par rapport aux systèmes tributaires et marchands, la production correspond plus à une accumulation qu'à un investissement. Outre les menaces écologiques et les pressions d'un environnement en crise, cette catégorie fait évidemment l'objet de convoitises de toutes sortes. La question se pose de savoir si elle pourra longtemps encore résister comme telle à celles-ci et aux aléas na-

1) Ainsi s'expliquent les réticences de tels groupes vis-à-vis des actions de développement qui ne se situent pas exclusivement dans la seule perspective d'accroître le cheptel. Ils vivent chichement... à côté d'immenses troupeaux.

turels. Déjà, devant le danger de voir dilapider leur fortune, quelques individus ont commencé à vendre le bétail et à le convertir en capital commercial...

- Les détenteurs des nouveaux savoir-faire. Disons d'emblée que cette catégorie est seulement en voie de constitution. Elle n'est aucunement homogène quant à l'origine sociale de ses membres lesquels peuvent provenir de toutes les couches sociales (depuis les anciens nobles jusqu'aux anciens serviteurs). Il s'agit cependant d'éléments plutôt jeunes qui ont eu l'occasion, en exode ou au pays, auprès de privés ou auprès de projets de développement, d'acquérir des savoir-faire jusque-là peu connus ou non maîtrisés localement en milieu rural. Les compétences peuvent être très diverses : gestionnaires de magasins coopératifs, secouristes, accoucheuses, puisatiers, maçons, mécaniciens, animateurs divers...

Certains vivent uniquement de leur salaire ; d'autres travaillent plus ou moins bénévolement en plus de la mise en valeur de leur propre unité de production.

Dans le cadre des projets, ces candidats aux programmes de formation sont souvent de fait désignés par les notables parmi les gens gravitant dans leur propre orbite et sont donc dépendants au départ de cette nomination. Mais, à la longue, la formation passée (ex-écoliers ou non) ou présente (alphabétisation fonctionnelle, apprentissage professionnel...) leur confère une nette originalité et les prépare à jouer un rôle d'avenir.

Le fait d'être "prestataires de services" d'un type nouveau, à l'intérieur de leur propre collectivité et de se trouver dans une phase de transition ou de déclassement-reclassement dans l'ordre social existant leur confère une position particulière entre les logiques tributaires et marchandes. Les dynamiques sociales en cours et la nécessité de trouver de nouvelles techniques de sécurisation des productions et des personnes les placent à des postes-clés pour l'avenir. La question se pose, dans le cadre des projets notamment, de savoir dans quelle mesure l'aspect "service de la collectivité gardera

ou non sa crédibilité par rapport à la recherche du simple profit individuel.

Remarque : Ces quatre premières catégories ont à des titres divers des positions privilégiées par rapport à celles qui vont suivre. C'est pourquoi elles peuvent être qualifiées de catégories intermédiaires ou de groupes charnières entre la masse paysanne et les forces externes de l'Etat, du marché, de la ville, des relations internationales. Elles constituent autant d'éléments servant à arc-bouter la société rurale aux nouveaux pôles dominants et qui lui sont essentiellement extérieurs. C'est ce qui leur confère, au sein du devenir social, des rôles stratégiques à la fois différenciés et complémentaires : les notables d'un point de vue essentiellement politique, les "nouveaux riches" du point de vue de la croissance des rapports marchands, les détenteurs des nouveaux savoir-faire du point de vue des techniques désormais indispensables. Face à ce faisceau de trajectoires à travers lequel paraît bien se forger la direction du monde rural de demain, les grands propriétaires "traditionnels" se situent présentement en retrait mais avec l'accentuation de la crise ils peuvent être amenés soit à se reconvertir parmi les groupes de tête soit à dépérir et à se déclasser.

- Les paysans moyens. Ce sont les agriculteurs, les éleveurs, les pêcheurs, les artisans... qui parviennent tant bien que mal à se reproduire en tant qu'entités de production autonomes sans avoir à recourir à l'exode ou à s'employer auprès d'autres maîtres. Ils n'occupent pas non plus de responsabilités particulières (à la différence des notables), ni de compétences spécifiques (celles des détenteurs des nouveaux savoir-faire).

Comme les suivantes, c'est donc une catégorie fondée avant tout sur des critères économiques : les rapports aux moyens de production et la capacité de reproduction.

Le travail est assuré pour l'essentiel par les membres de la famille. Néanmoins, parfois, il est procédé à un recours à une main-d'oeuvre extra-familiale (soit de façon permanente,

soit de plus en plus fréquemment de façon seulement occasionnelle, à l'occasion de certains travaux spécifiques).

A l'origine, les membres de cette catégorie peuvent appartenir soit à l'ancienne noblesse obligée de se convertir au travail manuel soit, dans la plupart des cas, aux anciennes couches serviles ou tributaires qui ont pu, au cours des années, se doter d'une unité de production autonome. En cas de crise (de sécheresse par exemple) ils peuvent, malgré leurs efforts, se retrouver déclassés et passer notamment dans la catégorie suivante.

- Les paysans pauvres. Comme les précédents, ils sont propriétaires d'une unité de production mais celle-ci ne leur permet pas encore ou ne leur permet plus à elle seule d'assurer la simple reproduction de la cellule familiale. Ainsi certains de ses membres sont-ils obligés de chercher du travail au dehors, soit en exode, soit dans le voisinage.

A l'intérieur de l'unité de production, le travail est assuré par les membres de la famille restant au foyer (notamment l'épouse). A l'extérieur, les travaux sont rémunérés de diverses façons (en nature ou sous forme de salaire). Du fait de l'exode et de la vente de la force de travail qui est opérée alors, c'est la catégorie du monde rural la plus avancée dans le système des rapports de production capitalistes. Mais pour le moment, tant que le retour au pays s'effectue, il s'agit de rapports purement temporaires.

C'est la catégorie qui, ces dernières années, était, du point de vue numérique, probablement la plus importante. Pour ceux qui ne possédaient rien au départ et malgré les difficultés subies, elle représente une forme de reclassement et d'ascension sociale. Pour ceux qui possédaient davantage et qui ont perdu une partie de leurs biens, elle symbolise le déclassé-ment.

- Les travailleurs démunis. Ce sont ceux qui travaillent pour d'autres car ils ne détiennent pas, à la différence des précédents, d'unités de production propres. Certains d'entre eux ne possèdent aucun moyen de production. Cependant un grand

nombre détient un petit troupeau ou se voit prêter un petit lopin de terre à titre provisoire.

Les composantes de cette catégorie varient assez considérablement depuis les simples "dépendants personnels" qui, parents pauvres ou descendants d'anciens captifs, font partie de l'entité domestique aux contractuels semi-salariés qui sont rémunérés selon les principes d'un contrat établi d'avance en passant par les métayers qui reversent au détenteur de la terre une partie de la récolte. Le salariat en argent comme unique forme de rémunération est encore rare mais la partie des paiements en monnaie se développe.

Dans le cas de l'élevage, il n'est pas rare que le bétail possédé soit mêlé à celui du propriétaire et prospère parfois mieux que celui de ce dernier. Nous avons déjà signalé cette forme d'appauvrissement de certains anciens nobles au profit de leurs "bellas" dû essentiellement aux tâches qu'ils ne savent pas ou qu'ils ne veulent pas accomplir eux-mêmes. Ce cas démontre qu'au sein des travailleurs démunis, certains préparent la constitution de nouvelles unités de production autonomes sur les décombres d'un système dégénéré et désuet alors que d'autres sont voués à y demeurer ou alors à partir définitivement en exode.

- Les "déclassés". Il s'agit de tous ceux qui ne rentrent dans aucune des catégories de propriétaires ni de travailleurs déjà passés en revue. Ils ne peuvent continuer à exister, chichement d'ailleurs, que parce qu'ils vivent au crochet de parents ou de maîtres qui acceptent bon gré mal gré de les prendre en charge pour leur subsistance. Tantôt, ils sont, selon l'expression courante, "accrochés" à une famille de façon permanente. Tantôt, ils déambulent entre les maisons, les villages et les campements comme des mendiants de passage. Les uns et les autres vivent donc de façon parasitaire et contribuent à grever plus lourdement qu'on ne le pense souvent les moyens d'existence de ceux qui les accueillent. Leur origine sociale peut être très diverse mais il n'est pas fortuit d'y rencontrer d'anciens nobles totalement appauvris ou d'anciens forgerons pris par la neurasthénie d'un ordre social en voie de dégénérescence.

Même dotés de quelques biens de production (petit bétail), ou de quelques marchandises à vendre¹ il est rare qu'ils parviennent à se mettre debout. Ils expriment au plus haut degré la fin d'un monde qui a su les supporter tant qu'il y avait une certaine abondance mais qui, dans la pénurie actuelle, les condamne à disparaître ou à aller grossir les rangs du "lumpen-prolétariat" des périphéries urbaines.

2) Les catégories du deuxième sous-système (fondées sur des critères socio-biologiques).

Comme il a été mentionné plus haut, je me limiterai ici aux deux catégories des femmes et des jeunes.²

- Les femmes. Il est bien connu que la plupart des projets de développement ont tendance à s'adresser exclusivement aux hommes et à confiner les femmes dans leurs rôles ménagers. Le cas le plus souvent cité en Afrique est celui des milieux de forêt où les femmes assurent elles-mêmes l'essentiel de la production vivrière alors que la vulgarisation agricole ne s'adresse généralement qu'aux hommes. Représentant sensiblement la moitié de la population, elles ne peuvent plus faire l'objet d'un "oubli".

Par-delà la communauté de sexe, l'hétérogénéité paraît aussi forte chez les femmes que chez les hommes. Si on considère tour à tour chacune des huit catégories déjà signalées, on peut affirmer sans crainte qu'il existe peu de points communs entre l'épouse d'un notable et celle d'un paysan pauvre, celle d'un grand éleveur avec celle d'un travailleur démuné.

1) A propos des ventes au détail (occasionnelles le plus souvent), il s'agit désormais d'une pratique extrêmement répandue dans toutes les couches de la société. Je ne pense donc pas qu'on ait à dresser une catégorie spécifique pour des petits revendeurs en milieu rural. Cette activité entre dans le cadre d'une simple diversification des sources de revenus, stratégie qui se développe énormément.

Cette remarque n'est pas valable évidemment pour cette fraction, parmi les "nouveaux riches", qui, propriétaires d'unités de production, sont en même temps de vrais commerçants. Le problème se pose différemment en ville où les petits revendeurs ne vivent que de leur commerce.

2) Dans un texte déjà ancien mais toujours d'actualité, G. ANCEY a montré combien les objectifs diffèrent selon les niveaux de décision, depuis celui des individus jusqu'à l'échelon supra-villageois. Les stratégies des cadets et des femmes y sont particulièrement bien distinguées de celles des aînés. Cf. Niveaux de décision et fonctions objectif en milieu rural africain. AMIRA n° 3.1975.30 P.

Mais en même temps, parmi les catégories les plus assujetties au travail manuel, il semble bien que l'ancienne division sexuelle des tâches ait perdu de sa rigidité à la suite du processus d'appauvrissement, des départs des maris en exode, de la nécessité de diversifier davantage les actions et les sources de revenus et donc de travailler plus, quitte pour les femmes à accomplir des tâches auparavant exécutées par les hommes. La crise tend à entraîner une accentuation du surtravail féminin parmi les groupes les plus en difficulté : "Dans tous les pays où nous avons travaillé, écrivent A. CORREZE et M.J. DOUCET, les femmes se plaignent d'une dégradation réelle de leurs conditions de vie : charges accrues (entretien de la famille), plus de travail, moins de temps et d'argent pour y faire face".¹

Quant aux rapports avec les logiques en présence, il semble bien que la femme trouve plus son autonomie de femme quand elle se rapproche des stratégies marchandes (commerce de détail). Mais alors, de nouvelles contradictions apparaissent avec les hommes, qui tendent à émietter et à isoler les intérêts des divers membres de la communauté domestique en même temps qu'elles allongent le temps du travail féminin.

- Les jeunes. Très nettement majoritaires, ils méritent une attention particulière alors qu'ils constituent les forces vives de l'avenir et que les anciens ont tendance à monopoliser le contact avec l'extérieur.

On peut sans doute distinguer plusieurs classes d'âge : enfants, adolescents, jeunes adultes et anciens. Dans la pratique, au cours de l'expérience malienne de référence, l'accent a été mis sur les deux dernières. Une limite a même été tracée entre elles dans le cadre des institutions politiques de ce pays autour de la barre des 40 ans.

L'attention à porter aux jeunes est d'autant plus pertinente qu'ils constituent le gros des troupes, à la fois des migrants temporaires et de ces détenteurs de nouveaux savoir-faire acquis soit à l'extérieur soit avec les interventions de développement. Les projets ont ici un terrible défi à rele-

1) CORREZE A. et DOUCET M.J. "La transition et les femmes rurales". AMIRA. op. cit. P. 261.

ver : comment aider cette catégorie, en principe la mieux placée pour l'apprentissage des nouvelles techniques et la recherche de productions mieux sécurisées à rester sur place sinon à revenir travailler au pays dans des conditions décentes?

Comme pour les femmes, les clivages existent aussi parmi les jeunes entre les huit catégories. Quant à la logique marchande, il est normal qu'elle se développe chez les jeunes qui cherchent l'acquisition au plus vite de revenus monétaires et une autonomie de décision par rapport à leurs "vieux".

3) Les "catégories" du troisième sous-système (fondées sur des logiques de fonctionnement et de reproduction).

Il ne s'agit pas d'élaborer de nouvelles catégories mais seulement de rappeler que chacune de celles qui viennent d'être passées en revue peut renfermer en son sein des composantes (ou si on préfère des sous-catégories) situées différemment par rapport aux logiques réellement en oeuvre.

Nous avons parlé jusqu'ici de logique tributaire et de logique marchande d'une façon globale. En fait, on pourrait affiner davantage et évoquer la notion de faisceaux de logiques avec des possibilités diversifiées d'articuler l'orientation marchande et l'orientation tributaire dans leurs stratégies respectives.

Pour prendre quelques exemples, nous avons vu que les notables représentent une catégorie avec des stratégies variables dans la part faite à la redistribution hiérarchique et à l'accumulation-consommation privée. Les nouveaux riches également sont bien loin d'être une catégorie homogène : le fait d'appartenir ou d'avoir appartenu aux réseaux de la fonction publique ou à ceux du commerce, le fait d'être propriétaire résident ou absentéiste, la façon de se situer par rapport au pouvoir local créent des disparités.

Au bas de l'échelle, également, les clivages existent entre les dépendants personnels et les travailleurs contractuels tous considérés pourtant comme "travailleurs démunis".

Quant aux femmes et aux jeunes, non seulement ces catégories doivent être croisées avec celles reposant sur des critères politiques et économiques mais aussi avec les logiques en présence. Et il semble, en effet, que dans bien des cas, on assiste à une progression dysharmonique des rapports marchands qui avive les contradictions avec les hommes et les aînés, les "cadets sociaux" étant porteurs, du fait d'un environnement très contraignant, de stratégies individuelles qui peuvent aller à l'encontre de la reproduction de l'unité de la famille dont le mari et le père était jusqu'ici le garant.

Ces mêmes logiques enfin sont en mesure parfois de favoriser le passage d'une catégorie à une autre et donc des trajectoires de reclassement ou de déclassement.

Voici donc achevée la présentation de la catégorisation sociale construite après discussion des critères et des matériaux d'élaboration. Normalement, un tel ouvrage devrait s'accompagner d'un travail de quantification. Dans le contexte des régions du Nord Est malien où les statistiques font cruellement défaut on ne peut qu'avancer des estimations approximatives. Avec toutes les précautions requises en pareil cas, risquons-nous donc à dresser les chiffres tels qu'ils pouvaient apparaître (avant le retour de la sécheresse de 82-85) à une échelle nécessairement macro-géographique laquelle tend naturellement à homogénéiser d'assez fortes disparités infra-régionales (notamment entre le Nord et le Sud).

- Catégories intermédiaires : 15 %. L'ordre décroissant en importance numérique serait le suivant : notables,

1) Il y a lieu de clarifier ces notions de logiques de fonctionnement et de reproduction et de trajectoires. Elles sont étroitement liées mais ne coïncident pas. Les premières mettent l'accent sur la manière d'appréhender le réel, de mobiliser les conditions d'existence, de réagir aux diverses déterminations en présence, certaines de ces manières s'avérant plus efficaces que d'autres selon qu'elles permettent une reproduction ascendante, stagnante ou déclinante. Elles se traduisent par des orientations ou des objectifs mis en oeuvre à travers des stratégies plus ou moins appropriées au mouvement social en gestation (ou ce qui revient au même au mouvement de décomposition/recomposition de l'ordre social).

La trajectoire traduit le chemin parcouru dans le temps par un groupe ou un individu sur l'échiquier social avec possibilité de passage d'une catégorie à une autre et même d'une logique à une autre (la crise étant un terrain fertile de revirements stratégiques). Ces passages sont susceptibles de se produire dans le sens vertical ou horizontal de notre tableau.

grands propriétaires traditionnels, détenteurs des nouveaux savoir-faire, nouveaux riches. Le volume des terres ou du bétail détenu par ces catégories est sans aucun doute beaucoup plus élevé et sans aucune proportion avec ce pourcentage.

- Catégories de la masse paysanne : 85 %

- . paysans moyens : 30 %
- . paysans pauvres : 35 %
- . travailleurs démunis : 17 %
- . déclassés : 3 %

Une estimation n'est pas une quantification toujours satisfaisante. La question qui se pose au terme de ce chapitre est de savoir si les catégories définies peuvent être véritablement mesurées. De notre côté, un effort a été déployé pour donner des indices précis, concrets, afin de délimiter le plus clairement possible les limites entre les catégories. Il devrait en principe faciliter le travail d'identification et de quantification mais cette hypothèse reste encore à vérifier.

C O N C L U S I O N
=====

Milieus d'intervention hiérarchisés ! Effets différenciés des actions de développement ! Les praticiens de projets ne peuvent en aucune manière fermer les yeux sur les problèmes de la différenciation sociale et agir comme s'ils n'étaient pas eux aussi acteurs de celle-ci. La préoccupation de l'hétérogénéité sociale et de ses transformations en cours est tout à fait centrale. C'est d'abord de la mise en oeuvre de cette préoccupation que ce travail prétend témoigner.

Sur le plan de la méthode, j'en suis venu à considérer les approches unilatérales, unidisciplinaires, unicritères comme simplistes et mutilantes. A la suite de Ph. COUTY dans son commentaire de l'ouvrage d'A.B. DIOP, on peut même affirmer qu'elles sont dangereuses : "S'agissant plus particulièrement du problème de la catégorisation sociale, les recherches de DIOP font prendre conscience du danger qu'il pourrait y avoir à adhérer de façon trop résolue à un principe de classement jugé valable toujours et partout pour des raisons théoriques. Les sociétés inventent, transforment et renouvellent les classifications qui les ordonnent. La recherche de grilles se prêtant au dénombrement statistique ne devrait -elle pas tenir compte à la fois des possibilités pratiques, des exigences théoriques, et aussi des solutions mises en oeuvre par les sociétés concernées ?"¹

Aussi ai-je essayé de partir du vocabulaire et des discours paysans sur leur propre classification pour ensuite confronter cet apport ethno-linguistique aux leçons que l'anthropologie et l'histoire sont susceptibles de nous enseigner sur la synchronie et la diachronie des structures sociales. Mais ce genre d'investigation, malgré la richesse des travaux et des lumières véhiculées, ne parvient que de façon partielle à satisfaire le praticien confronté à des phénomènes de complexité et de faits qu'il n'arrive pas à caser à l'aide des grilles disponibles. Il lui faut aller plus loin, pénétrer plus avant dans le devenir proprement contemporain dans lequel il oeuvre et s'efforcer de comprendre. Ainsi j'en suis venu à considérer que la même catégorie sociale pouvait être traversée par des logiques de sens opposé et provoquer des trajectoires de déclassement ou de reclassement. C'est de cette dynamique sociale que le tableau de la classification proposée tente de rendre compte.

1) COUTY Ph. "La société Wolof. Tradition et changement" de A.B. DIOP. Bulletin analytique de documentation . AMIRA. Déc 1981. pp 34-35

Mais encore une fois, il ne s'agit que d'un essai avec ses propres limites. J'en vois deux pour le moment.

En premier lieu, il importe de rappeler que cet effort de classification vise essentiellement un milieu rural déterminé, à une échelle régionale et ses seules relations internes. Certes, le poids des facteurs externes a été plusieurs fois évoqué comme prédominant et une attention spéciale a été apportée à ces catégories dites intermédiaires qui sont l'outil d'articulation de la société rurale à la société globale. Tout cela est essentiel mais prendrait encore plus de relief si l'étude du milieu rural pouvait être jointe à d'autres apports complémentaires cherchant à appréhender l'ensemble des forces sociales en oeuvre.

Cette limite en entraîne une seconde. L'approche suivie n'aborde pas la question de savoir si on est ou non en présence de véritables classes sociales. Cela suppose au préalable une définition claire de ces dernières dans les formations de la périphérie du système capitaliste où celui-ci domine sans que ses propres rapports de production soient nécessairement directement insérés dans le milieu considéré. Pour clarifier un tel débat, j'incline à penser qu'il faudrait en plus du travail amorcé ici dresser l'analyse des forces sociales se déployant à l'échelle d'une nation elle-même en lien direct avec le jeu des relations internationales¹ et traiter chaque catégorie inventoriée (à l'intérieur et à l'extérieur du monde rural) comme un rapport différencié avec le système capitaliste lui-même.

Pour être complète, l'analyse sociale devrait donc pouvoir combiner plusieurs approches complémentaires à des niveaux d'observation eux aussi complémentaires mais sans que les démarches de haut en bas n'en viennent à supplanter celles de bas en haut.

 1) Les travaux récents de D. GENTIL sur l'Etat et les organisations paysannes devraient faciliter l'élargissement du champ de vision retenu ici et apporter des compléments précieux. Cf sa thèse d'Etat : Les mouvements coopératifs en Afrique de l'Ouest francophone. Interventions de l'Etat ou organisations paysannes. Paris. EHESS. 1985. T I 540 p + annexes.

B I B L I O G R A P H I E

- AMIRA. Etat des travaux sur les indicateurs de transition. Paris. 1983. 324 p.
- ANCEY G. Niveaux de décision et fonctions objectif en milieu rural africain. Paris. AMIRA. n° 3. 1975. 30 p.
- BALANDIER G. Anthropo-logiques. Paris. PUF. 1974. 280 p.
- BELLONCLE G. Pour l'introduction des sciences sociales dans les programmes de formation des cadres supérieurs de l'agriculture en P.V.D. 1984. 27 p.
- BERNUS E. Touaregs nigériens. Unité culturelle et diversité régionale d'un peuple pasteur. Paris. ORSTOM. 1981. 508 p. + cartes.
- BOURDIEU P. La distinction. Critique sociale du jugement. Paris. Ed. Minuit. 672 p.
- BOURDIEU P. Questions de sociologie. Paris. Ed. de Minuit. 280 p.
- BRAUDEL F. Ecrits sur l'histoire. Paris. Flammarion. 1969. 315 p.
- CERM. Sur les sociétés précapitalistes. Textes choisis de Marx, Engels, Lénine, Paris. Ed. Sociales. 1970. 416 p.
- CHARMES J. La problématique de la transition et ses déterminations du point de vue des théories, des politiques et des planifications du développement. Paris. AMIRA. 1974-76, réédition 1983-182 p.
- CLAUZEL J. "les hiérarchies sociales en pays touareg". Extrait des Trav. hist. de Recherches Sahariennes. T XXI (1er Sem. 1962). pp. 120-175.
- CLAUZEL J. "Evolution de la vie économique et des structures sociales du pays nomade du Mali. De la conquête française à l'autonomie interne (1893-1958)". Tiers-Monde. Vol III. N° 9-10. Janv.-Juin 1962. pp 283 -311.
- COUTY PH., PONTIE G., ROBINEAU C. Communautés rurales, groupes ethniques et dynamismes sociaux. Un thème de recherche de l'ORSTOM. Afrique. 1964-1972. Paris. AMIRA. 1981. 79 p.
- COUTY PH. "la société Wolof - Tradition et changement" d'Abdoulaye Bara Diop. Bulletin analytique de documentation. AMIRA. Déc. 1981. pp. 31-35.
- DIOP A-B. La société Wolof. Tradition et changement. Les systèmes d'inégalité et de domination. Paris. Karthala. 1981. 358 p.
- GALLAIS J. Pasteurs et paysans du Gourma. La condition sahélienne. Paris. CEGET - CNRS. 1975. 239 p. + cartes.
- GENTIL D. Les mouvements coopératifs en Afrique de l'Ouest "francophone". Interventions de l'Etat ou organisations paysannes. Paris EHESS. Thèse d'Etat. 1985. T I. 540 p. + annexes. T II. 522 p. + annexes.

- GODELIER M. L'idéal et le matériel. Pensée, économies, sociétés. Paris. Fayard 351 p.
- HAUBERT M. "Dynamismes paysans, structures sociales et développement rural" ASSCOD. Janv.-Mars 1980. N° 51. pp. 51-56.
- IBN KHALDUN. Discours sur l'Histoire universelle. Al Mugaddima. Beyrouth. Sindbad. 1968. 3 vol. 1426 p. + annexes. Trad. V MONTEIL.
- JACQUE MOND S. Les pêcheurs de la boucle du Niger. Paris. CHEAM. N° 2614 1956. 55 p. + annexes.
- LACOSTE Y. Ibn Khaldoun. Naissance de l'histoire. Passé du Tiers-Monde. Paris. Maspéro. 1969. 276 p.
- LEROUX H. Le problème des droits fonciers dans la boucle du Niger (Subdivision de Bourem). Paris. CHEAM. N° 2177. 1953. 22 p.
- LEVI - STRAUSS C. La pensée sauvage. Paris. Plon. 1962. 397 p.
- MARTY A. Crise rurale en milieu nord-sahélien et recherche coopérative. L'expérience des régions de Gao et Tombouctou. Mali. 1975-1982. Thèse d'Etat. Tours. 1985. 927 p. + ill.
- MARX K. Le capital. Ed. Sociales. Réédition 1971. 8 vol.
- MEDARD J.F. "L'Etat clientéliste transcendé ?" Politique Africaine. N° 1. Janv. 1981. pp. 120-124.
- MEILLASSOUX C. Femmes, greniers et capitaux. Paris. Maspéro. 1975. 259 p.
- MORIN E. Sociologie. Paris. Fayard. 1984. 468 p.
- OLIVIER DE SARDAN J.P. "Captifs ruraux et esclaves impériaux du Songhay". L'esclavage en Afrique précoloniale (sous la direction de C. MEILLASSOUX). Paris. Maspéro 1975. pp 99-134.
- OLIVIER DE SARDAN J.P. Concepts et conceptions Songhay-Zarma. Histoire. culture. Société. Paris. Nubia. 1982. 448 p.
- OLIVIER DE SARDAN J.P. Les sociétés songhay-zarma (Niger-Mali). Chefs, guerriers, esclaves, paysans... Paris. Karthala. 1984. 311 p.
- RAYNAUT C. "Le cas de la région de Maradi (Niger)". Sécheresses et famines du Sahel. T II. (Sous la direction de J. COPANS). Paris Maspéro. 1975- pp. 5-43.
- RODINSON M. Islam et capitalisme. Paris. Seuil. 1966. 304 p.
- TYMOWSKI M. Le développement et la régression chez les peuples de la Boucle du Niger à l'époque précoloniale. Université de Varsovie. 1974. 155 p.